Entretien SHERPA

- Maud Perdriel – Vaissière - Juriste / Legal Adviser
- Marc Ona

Comment êtes-vous entrés en contact avec la situation au Niger/Gabon ? /Le contact avec la situation au Niger et Gabon

On s'est d'abord intéressés à la situation au Gabon, on a fait une mission de terrain sur place au Gabon en 2003 et à la suite de cette mission on a réalisé un rapport qui a suscité l'intérêt des nigériens et après contact avec Niger car des problèmes similaires comme ceux évoqués dans le rapport pour Gabon
=> à l'issue de ces 2 rapports on a organisé une conférence de presse qui a pour le moins fait peur à Areva et qui a essayé de se rapprocher de nous pour voir de quelle manière est-ce qu'on pouvait envisager un règlement amiable de la situation => après 2 ans de négociations on est parvenus à une solution/accord négocié avec des imperfections notamment parce que le volet environnemental est laissé de côté => néanmoins cet accord c'est un moindre mal car compte tenu de l'état du droit en France comme partout ailleurs c'est extrêmement difficile d'engager dans le pays où se trouve localisée la maison mère une société pour ses activités => maintenant l'enjeu depuis 2 ans c'est d'essayer de faire respecter cet accord, et ça non plus ce n'est pas simple

Marc Ona

=> Brainforest une ONG de droit gabonais => au départ activité dans la zone du NE du Gabon par rapport à l'exploitation forestière
=> maintenant on a essayé/commencé d'étendre notre activité dans d'autres domaines, comme l'exploitation de l'uranium par exemple
Dans le cadre de la question sur l'uranium, de quel côté vous vous situez ?
=> Ce n'est pas ça le problème
=> le débat a commencé par les plaintes au niveau local => on a pensé que ce serait intéressant de ne pas se pencher sur le débat politique, mais de voir exactement quelles sont les conséquences sanitaires de l'exploitation de l'uranium => on s'est appuyé sur un nombre d'études, sur le film de Hennequin, on a envoyé une équipe d'enquêteurs pour l'avis de la population, on a regardé dans les dossiers médicaux des anciens travailleurs dans la mine et on a observé qu'il y avait un problème parce que les mêmes pathologies revenaient à chaque fois, et suite à la porte ouverte par SHERPA et Areva pour voir comment la population a été affectée
=> au-delà de l'indemnisation de la population il y a un problème de défi public important => il faut prouver que la pathologie est liée à l'exploitation de l'uranium (ce qui n'est pas fait à présent)
=> ce qu'on a réussi avec Areva jusqu'à présent c'est de dire qu'il y a des tests, mais on ne peut pas travailler seulement avec ça, il faut aussi demander aux populations d'apporter les dossiers précédents, les dossiers des travailleurs qui sont passés dans des cliniques privées, pour pouvoir prouver la pathologie

Votre relation avec Areva ?
=> l'exploitation de l'uranium a commencé dans les années 40 au Gabon, et à ce moment là il n'y avait pas de préoccupations environnementales
=> l'arrêt de l'activité en 1999

=> suite à la ratification de l'accord environnemental par l'Etat gabonais, je pense qu'il faut absolument maintenant se pencher sur toute la question environnementale et ici toutes les opérations menées par Areva, l'UE => quant à l'accord obtenu : on s'en réjouit mais il ne faut pas être naïf non plus car le champ de l'accord notamment les travailleurs, or le champ d'activité d'Areva dépasse les travailleurs car il y a toutes les populations locales ; ensuite aussi le problème des dommages : environnementaux et de santé publique se posent et ces chantiers n'ont pas pu être intégrés aux champs des accords => Marc Ona travaille là-dessus pour compléter les accords que SHERPA a pu obtenir avec Areva

Par rapport à la communication de sécurité d'Areva : publicité mensongère par omission
=> ce n'est pas le débat !
=> le problème : Areva ne devrait pas continuer ses activités tant qu'il y a des doutes sur la sécurité des travailleurs => il faut bien définir les enjeux : contamination, dégâts
=> s'il a un problème il faut le régler, s'il y a un doute il faut en parler => mais on dit qu'on n'a pas de comptes à rendre à la population mais dirigeants, alors que les dirigeants ont des relation et des intérêts particuliers
=> L'objet de l'observatoire mis en place : vérifier la relation entre l'exploitation minière et les pathologies ; mais c'est pas facile – il faut que tout le monde se mette d'accord – trouver des solutions pour décontaminer – faut éviter la langue de bois, il faut clairement expliciter les danger
=> la prise en charge des travailleurs : on n'y est pas encore ;
=> Pourtant l'acceptation d'Arve d'entamer le dialogue avec ces associations c'est en fait un aveu sur la question – reconnaissance indirecte que les activités d'Areva ne sont pas sans risques pour la population locale/ travailleurs => les investissements d'Areva sont importants pour les pays africains mais cela ne profite pas aux populations mais aux multinationales et à qqs locaux – déséquilibre de forces car les populations locales payent le prix sans en profiter
=> le nucléaire en soi n'est pas le problème mais plutôt l'exploitation d'uranium et ses conséquences
=> le gouvernement gabonais est pour l'exploitation mais en ce qui concerne les mesures prises pour la sécurité ils le font seulement sous la pression
=> importance de l'initiative pour la transparence extractive – respect des normes sociales et économiques